



De l'Économie

QUESTIONS ÉCONOMIQUES CONTEMPORAINES #17

DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION

Avec Philippe Narassiguin

Partie 2

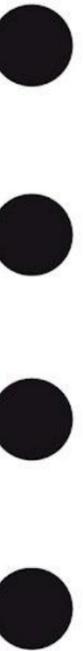


De l'Économie

“

DEUXIEME PARTIE

DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



2 - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



Évoquer la désindustrialisation, c'est comprendre précisément la notion de taux d'industrialisation d'un pays.

Définition du taux d'industrialisation

Le taux d'industrialisation est le rapport entre le montant de la valeur ajoutée industrielle sur la valeur ajoutée totale. Généralement, on retient comme critère le « poids de l'industrie » sur le montant du produit intérieur brut (PIB). La mesure ci-dessous nous paraît plus appropriée.

-

TAUX D'INDUSTRIALISATION

=

VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE /
VALEUR AJOUTÉE TOTALE

Remarque

Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées auxquels sont ajoutés et retranchés d'autres éléments. Le choix de la valeur ajoutée industrielle que l'on compare à la valeur ajoutée totale nous paraît plus cohérent.

2 - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



I. L'évolution du taux d'industrialisation de la France (1970-2021)

Années et Branches d'activités	1970	1980	1990	2000	2010	2021
Industrie manufacturière, industries extractives et autres (MDS d'euros)	27,8	95,7	198,9	250,4	248,0	291,1
Poids dans la valeur ajoutée totale (%)	25,0%	23,74%	21%	18,87%	13,79%	13,13%
Services principalement non marchands (MDS d'euros)	17,4	78,5	182,8	275,1	403,1	506,4
Poids dans la valeur ajoutée totale	15,67%	19,47%	19,36%	20,74%	22,42%	22,84%
Valeur ajoutée totale	111,0	403,0	943,9	1326,3	1 797,8	2 216,8

Source – INSEE (Base de données : 1949-2021)

Dans le tableau ci-contre, nous faisons ressortir deux ratios :

- Le poids de la valeur ajoutée industrielle sur la valeur ajoutée totale
- Le poids de la valeur ajoutée non marchande sur la valeur ajoutée totale

2 - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



I. L'évolution du taux d'industrialisation de la France (1970-2021)

1970

Valeur ajoutée industrielle / Valeur ajoutée du secteur non marchand = 27,8 / 17,4 = 1,60

2021

Valeur ajoutée du secteur non marchand / Valeur ajoutée industrielle = 506,4 / 291,1 = 1,73

2 - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION

II. Les entreprises en France (2019)

	MIC	PME hors MIC	ETI	GE	Ensemble
Secteurs marchands non agricoles et non financiers					
Nombre d'entreprises	3 946 131	152 826	5 861	276	4 105 094
Nombre d'unités légales en France	3 995 051	276 792	60 618	24 303	4 356 764
Effectif salarié en ETP (en milliers)	2 508	3 931	3 268	3 581	13 288
Valeur ajoutée hors taxes (en milliards d'euros)	240	288	316	397	1 241
Secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers					
Nombre d'entreprises	3 170 932	143 618	5 530	263	3 320 343
Nombre d'unités légales en France	3 214 768	261 516	56 762	20 726	3 553 772
Effectif salarié en ETP (en milliers)	2 328	3 660	3 026	3 428	12 442
Chiffre d'affaires (en milliards d'euros)	514	892	1 184	1 397	3 987
Chiffre d'affaires à l'export (en milliards d'euros)	19	87	248	406	760
Valeur ajoutée hors taxes (en milliards d'euros)	186	269	299	382	1 137
Nombre moyen d'unités légales par entreprise	1	2	10	79	1
Effectif salarié moyen en ETP par entreprise	1	25	547	13 034	4
VAHT par salarié en ETP (en milliers d'euros)	80	73	99	112	91
Immobilisations corporelles par salarié en ETP (en milliers d'euros)	124	109	245	377	219
Salaire moyen brut par salarié en ETP (en milliers d'euros)	42	41	47	49	45
Taux d'exportation (en %)	3,8	9,8	20,9	29,0	19,1
Taux d'investissement (investissement corporel/VA) (en %)	22,7	14,9	20,2	22,1	20,0

Champ : France, entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers et entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, Ésane 2019.

2 - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



II. Les entreprises en France (2019)

Typologie des entreprises

Dans les secteurs principalement marchands et non marchands, il y a un peu plus de 3,1 millions d'entreprises en France, se décomposant de la façon suivante :

- 3,1 millions de microentreprises (MIC)
- 143 618 PME (hors MIC)
- 5 530 entreprises de taille intermédiaire
- 263 grandes entreprises (GE)

Le taux d'exportation

Les MIC et PME contribuent très peu aux exportations nationales, leur taux d'exportation étant inférieur à 4% (MIC) et à 10% (PME). Ce sont pour l'essentiel les ETI et les GE qui enregistrent des taux d'exportation de 20,9% et de 29%.

II - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



III. Les caractéristiques des ETI (2019)

Définition

Une ETI est une entreprise dont l'effectif salarié est compris entre 250 et 4 999 salariés.

	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités légales en France	Effectif salarié en ETP (en milliers)	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires à l'export	Valeur ajoutée hors taxes	Immobilisations corporelles	Investissements corporels bruts hors apports	Total de bilan (actif net)
	(en milliards d'euros)								
Entreprises de taille intermédiaire (ETI)	5 530	56 762	3 026	1 184	248	299	741	61	2 099
Poids dans l'ensemble des entreprises (en %)	0,2	1,6	24,3	29,7	32,6	26,3	27,2	26,6	28,6

ETP : équivalent temps plein.

Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, Ésane 2019.

On peut caractériser les ETI de la façon suivante :

- On compte 5 530 ETI en France en 2019 et leur nombre est relativement faible par rapport à d'autres pays européens.
- Leur poids dans l'ensemble des entreprises françaises est de 0,2%.
- Les ETI ont exporté pour un montant de 248 milliards d'euros et elles comptent pour 32,6% des exportations totales.

II - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



III. Les caractéristiques des ETI (2019)

La propriété du capital des ETI

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié en ETP (en milliers)	Effectif salarié en ETP moyen par entreprise	Productivité apparente du travail (VAHT par salarié) (en milliers d'euros par ETP)	Immobilisations corporelles par salarié	Salaire annuel moyen	Taux de marge (EBE/VAHT)	Taux d'exportation (en %)
Ensemble								
ETI non multinationales	2 287	891	390	73	155	38	25,2	5,9
ETI multinationales sous contrôle français	1 685	1 243	738	99	157	49	24,6	24,2
ETI multinationales sous contrôle étranger	1 361	830	610	117	211	54	25,2	30,4
GE non multinationales	5	31	6 102	130	102	51	36,5	11,1
GE multinationales sous contrôle français	177	2 828	15 975	109	383	47	28,9	30,9
GE multinationales sous contrôle étranger	78	540	6 928	120	191	61	18,5	23,6
Industrie manufacturière								
ETI non multinationales	347	115	332	76	169	38	25,9	17,2
ETI multinationales sous contrôle français	660	490	742	92	161	45	25,1	35,7
ETI multinationales sous contrôle étranger	615	421	684	107	242	51	24,4	42,5

Note : les entreprises de taille intermédiaires (ETI) et les grandes entreprises (GE) de l'immobilier sont exclues car elles sont nombreuses et très atypiques par les actifs immobiliers qu'elles détiennent, ce qui biaise les ratios au regard du capital productif des autres activités. VAHT : valeur ajoutée hors taxe, EBE : excédent brut d'exploitation.

Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles, non financiers et non immobiliers.

Source : Insee, É sane 2019 (données individuelles).

2 - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



III. Les caractéristiques des ETI (2019)

L'INSEE répartit les ETI de la façon suivante :

- ETI non multinationales : 2 287
- ETI multinationales sous contrôle français : 1 685
- ETI multinationales sous contrôle étranger : 1 361

Les ETI multinationales comptent pour 55% du total des ETI.

2 - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



IV. Analyse sur l'évolution des ETI en France

On peut tirer de ces chiffres plusieurs conclusions :

- Les entreprises françaises ont du mal à transformer l'essai et n'arrivent pas à grossir pour se transformer en ETI.
- Lorsque certaines d'entre elles deviennent des ETI, les entrepreneurs ont du mal à garder la propriété du capital.
- Les entrepreneurs cèdent alors la majorité du capital social à des firmes multinationales, françaises ou étrangères.
- Les ETI revêtent un caractère stratégique, car leur présence sur un territoire structure toute une série d'activités économiques en amont et en aval (fournisseurs, sous-traitants).

L'affaiblissement du tissu industriel français est très marqué et le processus de réindustrialisation ne sera pas facile. Se lancer dans l'aventure industrielle demande du temps.

ANNÉES (AU 31/12)	1980	2000	2022
EMPLOIS INDUSTRIELS (milliers)	5 311,2	4 110,3	3 235,8

Remarque

L'INSEE, dans son rapport de 2020 (Insee Références) note que le nombre d'emplois industriels est de 2,8 millions de personnes employées. Les divergences proviennent souvent du nombre de secteurs retenus (mesure stricte ou large).

II - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



V. La réindustrialisation de la France : défis à relever et priorité à la politique industrielle

La réindustrialisation devient un sujet à la mode depuis très peu de temps. Des rapports y ont été consacrés et l'État en fait une priorité. Plusieurs propositions ont été faites et elles n'ont pas produit d'effets (Exemple : « Réindustrialiser par l'innovation » - Rapport au Ministre de l'Économie et des Finances – 2017). Dans l'ensemble, on retrouve toujours les mêmes idées :

- Création d'un cadre juridique, social et fiscal pérenne
- Favoriser l'attractivité de la France
- Créer un écosystème dérogatoire pour les entreprises innovantes
- Développer des outils de financement appropriés pour les entreprises innovantes
- Rapprocher les formations techniques aux besoins des entreprises (question du capital humain)

L'analyse de tous ces rapports laissent néanmoins en suspens des questions fondamentales auxquelles personne ne veut véritablement répondre. Quelles sont-elles ?

2 - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



V. La réindustrialisation de la France : défis à relever et priorité à la politique industrielle

Le capital humain : une réévaluation du système éducatif

Quel est le véritable niveau du capital humain aujourd'hui en France depuis l'école primaire jusqu'au baccalauréat, si l'on prend comme référence le début des années 1960 ? Il faudrait pouvoir répondre clairement à cette question.

Personne ne se risque à faire ce type d'évaluation dans les gouvernements successifs (critères : niveau en français, en mathématiques, en sciences, en histoire/géographie, etc.).

Or, il est impossible d'affecter une main-d'œuvre non formée dans l'industrie.

2 - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



V. La réindustrialisation de la France : défis à relever et priorité à la politique industrielle

Pourquoi a-t-on perdu les industries de nos territoires, contrairement à d'autres pays européens ? La question de la fiscalité

Le rapport de France Stratégie (2020) confirme la trop forte pression fiscale pesant sur l'industrie. En France même, « l'ensemble des prélèvements obligatoires sur l'industrie manufacturière représentait 28% de la valeur ajoutée brute, contre 24% pour les autres secteurs (hors finance) ». Par ailleurs « la différence des niveaux de taxation avec l'Allemagne s'élève à 10,7 points de la valeur ajoutée du secteur manufacturier dont plus de la moitié en raison des impôts de production.. Le total des prélèvements obligatoires pesant sur l'industrie représentait en 2016 deux fois le résultat d'exploitation en France, contre 80% seulement en Allemagne ».

2 - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



V. La réindustrialisation de la France : défis à relever et priorité à la politique industrielle

Impôts de production et effondrement des PME industrielles

LES IMPÔTS DE PRODUCTION

1. La contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S)
2. La cotisation foncière des entreprises (CFE)
La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

L'effondrement des PME industrielles est logique avec le niveau de pression fiscale qu'elles doivent supporter. La faible trésorerie de nos entreprises due à une fiscalité confiscatoire a provoqué plusieurs conséquences :

Leurs fermetures pures et simples face à la concurrence des entreprises étrangères

Des difficultés à grandir par rapport aux entreprises européennes de même taille

Leur rachat par des entreprises multinationales (cf. ETI)

La faiblesse du taux de marge moyen des entreprises françaises (cf. impôts de production), comparativement aux autres nations industrielles en Europe (Allemagne, Italie, Pays-Bas, République tchèque, etc.).

2 - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



V. La réindustrialisation de la France : défis à relever et priorité à la politique industrielle

TAUX DE MARGE DES ETI EN FRANCE
=
25%

Dans des pays comme l'Allemagne ou l'Italie, etc., le taux de marge moyen est compris entre 40 et 44%.

Faut-il accuser le manque de financement ?

La réponse est négative. Financer des projets industriels pour une banque, c'est prendre des risques importants. Même quand l'entreprise existe déjà. Financer un jeune entrepreneur qui veut se lancer dans l'industrie est devenu quasiment impossible. Or, c'était le cas il y a plus de quarante ans.

2 - DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉFIS DE LA RÉINDUSTRIALISATION



V. La réindustrialisation de la France : défis à relever et priorité à la politique industrielle

La question de l'attractivité territoriale

Cette problématique est abordée uniquement sous l'optique des investissements directs étrangers (IDE). Or, le territoire français doit être d'abord attractif pour les nationaux. Or, il ne l'est plus depuis longtemps déjà.



V. La réindustrialisation de la France : défis à relever et priorité à la politique industrielle

Une formation superficielle des élites dirigeantes en économie

Dans le cadre de la formation des élites dirigeantes, il convient de rappeler les fondamentaux de la politique économique qui comprend plusieurs volets très différents les uns de autres :

- La politique budgétaire et fiscale
- La politique industrielle et de la concurrence
- La politique monétaire
- La politique de change (inexistante depuis le traité de Maastricht)

Aujourd'hui, on n'entend plus parler que de la politique monétaire. Ce qui est dramatique. Pour ceux qui ont des responsabilités, tous ces aspects sont théoriques alors qu'ils relèvent de la planification et de la stratégie. Or, bien comprendre tous les aspects de la politique économique aide à prendre des décisions appropriées.



De l'Économie

“

CONCLUSION



CONCLUSION



1

Nous sommes face à un processus de désindustrialisation qui s'est accéléré au cours de ces dernières années;

2

La balance commerciale de la France est structurellement déficitaire vis-à-vis des pays de l'Union européenne.

3

La désindustrialisation est due à la forte pression fiscale qui a pénalisé les PME industrielles des territoires. Elles n'ont pas pu affronter la concurrence internationale par manque de trésorerie. Les entreprises françaises se caractérisent par la faiblesse de leurs effectifs.

4

Les réformes à faire sont connues, mais elles sont retardées en permanence.